

L'an deux mil douze, le trente janvier, à vingt heures, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie MÉTADIER, Maire.

Étaient présents : Mme Michelle COURNARIE, M. Philippe MÉREAU, M. Yves BANDEVILLE, Mme Georgette BARRAULT, Mme Raymonde VEQUAUD, M. Joël ANTIER, M. Jean-Claude DUPAS, M. Pascal BEAUSSIER, Mme Monique GUÉRY, M. Jérôme TARNIER, Mme Michèle VILLATTE.

Absents excusés : Mme Michèle GRATADE (pouvoir à Sophie METADIER), Mme Marie-Claire BOUIN (pouvoir à Michèle VILLATTE) M. Olivier PIQUEUX, M. Fabrice DAVOIGNEAU

Absents : M. Frédéric DUPUIS, Mme Dominique MACÉ, Mme Estelle PATOZ.

Yves Bandeville est élu secrétaire.

Le compte-rendu du Conseil Municipal du 12 décembre est approuvé à l'unanimité

DCM 2012-001. CHOIX DU BUREAU D'ETUDES POUR LA MISE EN PLACE DE L'AVAP

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il avait décidé le 5 mai 2008 de réaliser l'étude de la création d'une ZPPAUP (zone de protection du patrimoine architecturale urbain et paysager). Le Cabinet Rayko Gourdon avait été retenu pour cette étude qui a commencé le 9 février 2009.

Mme le Maire rappelle que la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 a substitué les Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) aux ZPPAUP. En date du 7 novembre 2011, le Conseil Municipal a décidé de réaliser la mise à l'étude de l'AVAP en prenant compte de l'évolution législative et de consulter des bureaux d'études pour achever l'étude selon le nouveau cahier des charges AVAP.

Mme le Maire informe le Conseil Municipal que le cabinet Rayko Gourdon a envoyé une proposition d'étude d'un montant de 5 980 € TTC pour réaliser l'AVAP. Pour mémoire, les honoraires restant dus à M. Gourdon pour terminer la ZPPAUP étaient de 4 056,40 € TTC. Ce montant sera annulé et remplacé par la somme de 5 980 €, plus 6455,76 € TTC de frais annexes (reprographie, frais d'enquête publique, ...).

Mme le Maire propose de solliciter une subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC Centre) sur la base de 50 % du coût de l'AVAP (frais d'études et frais annexes).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- décide de retenir l'offre de M. Rayko Gourdon pour l'étude de l'AVAP pour un montant d'honoraires de 5 980 €.
- sollicite une subvention à la DRAC sur la base de 50 % du coût de l'AVAP (12 435,76 € TTC coût d'études et frais annexes compris).
- autorise Mme le Maire à signer tous documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier

DCM 2012-002. LICENCES DE SPECTACLES

L'obligation de détenir une licence d'exploitant de première catégorie concerne la personne qui exploite un lieu de spectacle spécialement aménagé pour des représentations publiques, qui possède un titre d'occupation (propriété, bail, contrat de gérance, mise à disposition) et lorsque les lieux accueillent plus de six fois par an des spectacles avec des professionnels rémunérés. La notion de lieux de spectacles « aménagés » recouvre les salles traditionnelles ou polyvalentes et les locaux qui sont temporairement aménagés comme lieux de spectacles, comme par exemple les enceintes sportives ou les lieux de culte. La personne titulaire de la licence de 1^{ère} catégorie doit en détenir une par lieu accueillant plus de six spectacles par an.

La licence de troisième catégorie concerne les diffuseurs de spectacles qui ont la charge, dans le cadre d'un contrat, de l'accueil du public, de la billetterie et de la sécurité des spectacles. Une seule licence de 3^{ème} catégorie est nécessaire

Ces licences, d'une durée de trois ans renouvelable, sont nominatives et gratuites ; le Maire de la commune doit être le titulaire.

Pour Beaulieu :

- Plus de six représentations publiques (organisées ou non par la commune) ont lieu aux Templiers et à l'ancienne église Saint-Laurent. Il est donc nécessaire de détenir une licence de 1^{ère} catégorie pour chacun de ces lieux.
- La commune organise plus de six spectacles par an en moyenne. Il est donc nécessaire de détenir une licence de 3^{ème} catégorie

Mme le Maire propose donc de demander à la DRAC Centre

- une licence de spectacles de 1^{ère} catégorie pour les Templiers,
- une licence de spectacles de 1^{ère} catégorie pour l'ancienne église Saint-Laurent,
- une licence de spectacles de 3^{ème} catégorie.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- décide de demander :
 - une licence de spectacles de 1^{ère} catégorie pour les Templiers,
 - une licence de spectacles de 1^{ère} catégorie pour l'ancienne église Saint-Laurent,
 - une licence de spectacles de 3^{ème} catégorie,
- dit que la titulaire de ces licences sera Sophie Métadier, Maire.
- autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2012-003. EMPRUNT

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que la commission des finances s'est réunie le 17 janvier 2012 pour examiner le budget d'investissement. M. Yves Bandeville, adjoint aux finances, propose de réaliser un emprunt de 300 000 €. Cet emprunt couvrirait les dépenses de la bibliothèque, de la rue de l'Abbaye, de la ruelle Pannetier, de la rue Saint-Laurent et les court de tennis.

Proposition :

Emprunt de 300 000 €, remboursable trimestriellement sur 15 ans, à taux fixe de 4.90 % trimestrialités constantes, frais de dossier 300 € auprès du Crédit Mutuel. Le déblocage des fonds à la demande, au plus tard début mai selon les besoins de la Commune.

M. Bandeville précise qu'il faudra sûrement souscrire une nouvelle ligne de crédit.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- décide de contracter un emprunt de 300 000 € remboursable trimestriellement sur 15 ans, à taux fixe de 4.90 % trimestrialités constantes, frais de dossier 300 € auprès du Crédit Mutuel.
- autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2012-004. REGIME INDEMNITAIRE DES AGENTS COMMUNAUX

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que la commission du personnel propose de porter à 12 la note provoquant l'abaissement du régime indemnitaire.

Elle propose au conseil de valider les propositions suivantes pour le régime indemnitaires des agents de la commune.

CHAPITRE I : Indemnité Forfaitaire pour travaux supplémentaires

Cadre D'emplois	Grade	Montant annuel de Référence	Taux de majoration (valeur indicative au 01/02/07)
Secrétaire de mairie	idem	1 078,73	2.50
Secrétaire de mairie attachée	idem	1 078,73	

Article 1

Il est créé une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) par référence à celle prévue par le décret n° 2002-63 susvisé au profit des personnels suivants, selon les taux moyens réglementaires en vigueur et les coefficients multiplicateurs votés ci-après :

Article 2

Conformément aux dispositions du décret n° 2002-63 susvisé, les taux réglementaires moyens servant de base au calcul de l'IFTS sont indexés sur la valeur du point d'indice applicable à la fonction publique.

Article 3

Les fonctionnaires appartenant aux grades énumérés à l'article 1 cessent de bénéficier de l'indemnité supplémentaire versée au titre de l'enveloppe complémentaire prévue par le décret n° 91-875 susvisé.

Article 4

Le cas échéant, les dispositions qui précèdent sont applicables aux agents non titulaires de droit public, recrutés par référence aux cadres d'emplois et grades susmentionnés.

Article 5

Les critères de modulation retenus pour l'IFTS sont :

- Contraintes horaires
- Responsabilités – Régies
- Mission d'encadrement
- Démarche de formation
- Facilité d'adaptation
- Diminution de la notation : moins 10 % par demi-point en dessous de 12.
- Absentéisme : cette prime sera diminuée au prorata du nombre de jours de congé de maladie de la façon suivante : 1/360e par jour d'arrêt maladie à compter du 1^{er} jour.

CHAPITRE II : Indemnité d'Administration et de Technicité

Article 6 :

Il est créé une indemnité d'Administration et de Technicité par référence à celle prévue par les décrets n° 2002-61 et 2003-1013 susvisés, au profit des personnels suivants, selon les montants de référence annuels réglementaires en vigueur et les coefficients multiplicateurs votés ci-après :

Cadre D'emplois	Grade	Montant annuel de Référence	Taux de majoration
Adjoints administratifs territoriaux	Adjoint administratif territorial de 2 ^{ème} classe (APC)	449,29	7.72
	Adjoint administratif territorial de 2 ^{ème} classe	449,29	1
	Adjoint administratif Principal de 1 ^{ère} classe	476,10	3.2
ATSEM	ATSEM principale de 2 ^{ème} classe	469,66	2,4
Agent de maîtrise	Agent de maîtrise	469,66	4,0
Adjoints techniques territoriaux	Adjoints techniques territoriaux de 2 ^{ème} classe	449,29	1,6
Gardien de Police Municipale	Gardien de Police Municipale	464,30	1

Article 7 :

Conformément aux dispositions des décrets n°2002-61 et 2003-1013 susvisés, les montants de référence annuels réglementaires servant de base au calcul de l'IAT, sont indexés sur la valeur du point d'indice applicable à la fonction publique.

Article 8 :

Les fonctionnaires appartenant aux grades énumérés à l'article 6 cessent de bénéficier de l'indemnité supplémentaire versée au titre de l'enveloppe complémentaire prévue par le décret n°91-875 susvisé.

Article 9 :

Le cas échéant, les dispositions du présent chapitre sont applicables aux agents non titulaires de droit public, recrutés par référence aux cadres d'emplois et grades susmentionnés.

Article 10 :

Les critères de modulation retenus pour l'IAT sont :

- Technicité de la mission
- Responsabilités
- Mission d'encadrement
- Démarche de formation
- Diminution de la note : moins 10 % par demi-point en dessous de 12.
- Absentéisme : cette prime sera diminuée au prorata du nombre de jours de congé de maladie de la façon suivante : 1/360ème par jour d'arrêt maladie à compter du 1^{er} jour.

CHAPITRE III : Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires

Article 11 :

L'indemnité horaire pour travaux supplémentaires prévue par décret n°2002-60 susvisé est créée au profit des agents relevant des cadres d'emplois suivants :

Cadre d'emplois	Grade	Fonction
Adjoint administratifs territoriaux	Adjoint administratif territorial de 2 ^e classe	Agence Postale Communale, Divers travaux administratifs
	Adjoint administratif Principal de 1 ^e classe	Accueil, secrétariat, état civil
ATSEM	ATSEM principale de 2 ^e classe	Assistance personnel enseignant
Agent de maîtrise	Agent de maîtrise	Encadrement agents d'entretien
Adjoint techniques territoriaux	Adjoint techniques territoriaux de 2 ^e classe	Entretien voirie et espaces verts, entretien bâtiments
Gardien de Police Municipale	Gardien de Police Municipale	Police

CHAPITRE IV : Indemnité spéciale de fonction du cadre d'emplois des agents de police municipale

Article 12

Il est créé une indemnité spéciale de fonction du cadre d'emplois des agents de police municipale par référence à celle prévue par décret n° 97-702 susvisé, au profit des cadre d'emplois, grades et fonctions suivants :

Cadre D'emplois	Grades	Fonctions	Taux de majoration
Gardien de Police	Police Municipale	Police	18%

Article 13

Les critères de modulation retenus pour indemnité spéciale du cadre d'emplois des agents de police municipale sont :

- Technicité de la mission
- Contact avec le public
- Contraintes horaires
- Absentéisme : cette prime sera diminuée au prorata du nombre de jours de congé de maladie de la façon suivante : 1/360^{ème} par jour d'arrêt maladie à compter du 1^{er} jour.

Article 14 :

L'autorité territoriale est chargée de l'exécution de la présente délibération, qui prend effet à compter de ce jour.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- accepte les propositions telles que présentées ci-dessus (14 articles).
- autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2012-005. ACCEPTATION DES GARANTIES DECÈS DE M. JEAN BERNARD

Mme le Maire rappelle que le professeur Jean Bernard nous a malheureusement quitté le 14 janvier dernier. Le professeur avait informé Mme le Maire qu'il désignait la commune comme bénéficiaire des garanties décès qu'il avait contractées auprès de la CNP Assurances, gérées par la Poste de Loches.

Après contact auprès de la Poste, Mme Le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter que la commune soit bénéficiaire de ces garanties décès.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- se montre extrêmement sensible à la volonté du défunt et lui rend hommage
- accepte que la commune soit bénéficiaire de ces garanties décès contractées par le professeur Jean Bernard auprès de CNP assurances
- autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2012-006. AUTORISATION D'ESTER EN JUSTICE ET DE SE PORTER PARTIE CIVILE

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les procès-verbaux en date du 9 mars 2008 installant le Conseil Municipal,

Vu la séance du Conseil Municipal en date du 14 mars 2008 portant élection du Maire et de ses adjoints,

Mme le Maire informe le Conseil Municipal qu'il lui arrive de déposer des plaintes à la gendarmerie de Loches (par exemple pour des effractions ou des dégradations). Dans certains cas, la plainte fait l'objet d'un jugement au tribunal et il peut être opportun de se porter partie civile.

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la commune pour la bonne marche de l'administration de permettre au Maire d'intervenir par délégation du Conseil Municipal, Mme le Maire propose que le Conseil Municipal lui donne délégation, pour la durée de son mandat, d'ester en justice et de se constituer partie civile au nom de la commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- décide de donner délégation au Maire pour la durée de son mandat pour :
 - ester en justice,
 - se constituer partie civile au nom de la commune.
- autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

INFORMATIONS

Dépôts de plaintes

Mme le Maire informe le Conseil Municipal qu'elle a déposé différentes plaintes auprès de la gendarmerie de Loches et notamment pour un vol par effraction à la salle de danse le 15 juin 2011 et pour dégradation de bien public à la salle des fêtes, rue des Morins, le 1^{er} janvier 2012.

Les deux affaires feront l'objet de trois audiences du tribunal correctionnel et du tribunal pour enfants (l'un des protagonistes étant mineur) à Tours, les 9 février, 28 février et 9 août 2012.

SIEIL compétence éclairage public

En 2011, les statuts du SIEIL ont été modifiés afin de prendre la compétence d'éclairage public.

Extrait des statuts : le Syndicat exerce aux lieu et place des collectivités adhérentes, la compétence relative au développement, au renouvellement et à l'exploitation des installations et réseaux d'éclairage public, comportant :

- *la maîtrise d'ouvrage des renouvellements d'installation et des installations nouvelles,*
- *la maintenance des installations,*
- *le suivi des bilans énergétiques, à l'exclusion des contrats de fourniture d'énergie, et, généralement, tous contrats afférents au développement,*
- *au renouvellement et à l'exploitation de ces installations et réseaux.*

Le SIEIL a interrogé la commune sur sa volonté de lui déléguer sa compétence d'éclairage public. Le coût de la délégation serait pour la commune de 9 620 € par an. Après étude des dépenses d'éclairage public ces cinq dernières années (environ 3 500 € par an), il s'avère qu'il n'est pas intéressant pour la commune de transférer cette compétence au SIEIL.

Legs Professeur Jean Bernard

Mme le Maire informe les élus que par testament, le Professeur Bernard a légué ses biens meubles et immeubles à la commune. Le dossier a été confié à Maître Anglada Notaire à Loches.

Prochain Conseil : 12 mars 2012 à 20 H 30

Fin du Conseil Municipal à 20 h 50

Le Secrétaire, Yves Bandeville